



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METBACH Louis

1 avenue de Pagnot
33160 Saint-Médard-En-Jalles

Références : 25-949
Code AIOT : 0100040629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement METBACH Louis implanté 1 avenue de Pagnot 33160 Saint-Médard-en-Jalles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METBACH Louis
- 1 avenue de Pagnot 33160 Saint-Médard-en-Jalles
- Code AIOT : 0100040629
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

M. METBACH Louis exploite, sur la commune de Saint-Médard-en-Jalles, un centre d'entreposage et de traitement de véhicules hors d'usage (VHU), de stockage de déchets inertes, de tri / transit de déchets métalliques et de tri/transit de déchets dangereux, ne disposant pas des autorisations administratives requises. Une vingtaine de VHU sont entreposés sur son site, ainsi que de nombreux déchets de métaux et divers déchets dangereux et non dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect de mise en demeure : régularisation déchets	AP de Mise en Demeure du 14/08/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Travaux d'office, Demande d'action corrective, Consignation	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

M. Metbach n'a entamé aucune démarche administrative en vue de la régularisation de ses activités. Il entend se défaire des éléments présents sur son site, qu'il qualifie de "matériel" et non de "déchets" du fait de leur valeur pécuniaire. Ces éléments ont du point de vue de la loi quasiment tous pris le statut de déchet (leur producteur initial s'en est défait et leur état d'abandon sans aucune organisation sur le terrain confirme ce statut) et doivent être traités comme tels. Ils ne sont pas gérés conformément aux dispositions du code de l'environnement et leur situation n'a pas sensiblement évolué depuis l'inspection du 20 février 2024. Sauf évolution rapide et concrète, il y a lieu de faire réaliser une évacuation d'office des déchets aux frais de M. Metbach, à l'aide d'une consignation des sommes associées si nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de mise en demeure : régularisation déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : M. METBACH Louis qui exploite une installation d'entreposage de véhicules hors d'usage, de transit et regroupement de métaux et déchets métalliques, et de déchets dangereux, et de stockage de déchets inertes sur la commune de Saint-Médard-en-Jalles (parcelles cadastrales référencées IV 7, 12 et 13) est mis en demeure de régulariser sa situation administrative : <ul style="list-style-type: none">• soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement (intégrant les rubriques 2713 et 2718 sous le régime de la déclaration) et une demande d'agrément en préfecture,• soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement. L'exploitant évacue les déchets et fournit les justificatifs

d'évacuation vers une installation dûment autorisée et agréée.

(...)

L'exploitant dispose de 12 mois pour obtenir la régularisation administrative de ses installations.

Constats :

Sur place, l'inspection chemine avec M. Metbach entre les amas de déchets disséminés sur l'ensemble des parcelles IV 7, 12 et 13 de la commune de Saint-Médard-en-Jalles. Les déchets sont essentiellement métalliques avec un tonnage (ou volume) difficilement estimable du fait de la dispersion sur l'ensemble des parcelles représentant environ 13 000 m². Une vingtaine de véhicules, certes "de collection" (âgés de plus de 30 ans) mais hors d'usage et abandonnés depuis plusieurs années, est identifiée. Certains véhicules sont eux-mêmes remplis de déchets divers, d'autres sont envahis par la végétation. L'abandon de quelques déchets dangereux est également constaté, tels que des fûts et bidons ouverts voire éventrés ayant pu contenir des liquides non identifiés inflammables et/ou toxiques et/ou écotoxiques et/ou ayant d'autres propriétés dangereuses ainsi que des bouteilles de gaz.

Aucune démarche administrative en vue d'une régularisation n'a été entreprise par M. Metbach. Sur la base des photos prises lors de l'inspection du 20 février 2024, certains déchets semblent avoir été évacués, en particulier dix à vingt véhicules hors d'usage et des déchets dangereux. M. Metbach déclare avoir de bonnes relations avec la société Capy, basée à La-Teste-de-Buch ainsi qu'avec l'Etablissement Montagne à Targon, à qui il vend des éléments régulièrement. Toutefois, la situation du site n'a pas sensiblement évolué puisque la même nature de déchets reste présente sur le site dans des proportions semblables. A la marge, quelques déchets supplémentaires semblent avoir été apportés sur le site récemment, en particulier 7 extincteurs et 3 RIA ainsi qu'une camionnette dont la remorque est remplie de déchets divers.

M. Metbach explique la lenteur de l'évacuation par son âge et son état de santé qui ne lui permettent plus de s'occuper de cela rapidement. Il compte donc sur ses proches dont le temps disponible pour l'aider est limité. Il considère par ailleurs que les éléments sur son site ne sont pour l'essentiel pas des déchets mais des "marchandises" et du "matériel", qui ont une valeur pécuniaire importante. L'inspection rappelle que même s'ils ont de la valeur et qu'ils sont susceptibles d'être préparés pour être réutilisés ou recyclés, ces éléments ont pris le statut de déchet, majoritairement avant que M. Metbach en prenne possession, parfois du fait de leur condition d'entreposage sans organisation à l'abandon depuis plusieurs années sur ce terrain.

Dans les faits, la situation relève du non-respect d'une mise en demeure, ce qui constitue un délit. L'inspection exhorte M. Metbach et ses fils à améliorer rapidement la situation en évacuant les déchets vers des installations autorisées et en tenant une traçabilité de ces opérations. Ces preuves doivent être transmises à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à M. Metbach de transmettre à l'inspection des installations classées, au plus tard

sous trois mois, les preuves d'une avancée concrète dans l'évacuation des déchets présents sur le site. En l'absence de ces éléments, l'inspection proposera à M. le Préfet, au titre du 2° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de faire procéder d'office, en lieu et place de M. Metbach, à l'évacuation de l'ensemble des déchets. Si besoin, une consignation des sommes correspondantes pourra être mise en œuvre en amont pour régler les dépenses à engager.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Travaux d'office, Demande d'action corrective, Consignation

Proposition de délais : 3 mois